

discussion des conclusions du rapport sur les opérations électorales du département des Bouches-du-Rhône (2<sup>e</sup> circonscription) : *Apparemment conclu entre les listes de l'U. D. C. A.* [3 février 1956] (p. 203); — du rapport supplémentaire du 3<sup>e</sup> Bureau relatif aux opérations électorales du département de la Haute-Garonne : *Son rappel au Règlement ; Demande de clôture de M. Daniel Mayer* [14 février 1956] (p. 279, 280); — du rapport supplémentaire du 4<sup>e</sup> Bureau relatif aux opérations électorales du département d'Indre-et-Loire : *Motion préjudicielle de M. Vals (Passage immédiat au vote sur les conclusions du 4<sup>e</sup> Bureau)* [21 février 1956] (p. 401); *Problème de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie ; Vote du groupe indépendant contre l'invalidation des membres de l'U. D. C. A. ; Impopularité justifiée des invalidations multiples (Exemple de 1885 : le boulangisme)* [22 février 1956] (p. 428, 429); — des conclusions des deuxième et troisième rapports supplémentaires du 5<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de la Manche : *Participation du R. G. R. I. F. aux élections de 1951* [25 avril 1956] (p. 1532); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Depreux ; approbation de la politique de M. Lacoste ; Déclaration de M. Daniel Mayer devant la Fédération socialiste de la Seine ; Déclaration de M. Eugène Thomas sur la création d'un état algérien ; Ratification des conventions franco-marocaines* [5 juin 1956] (p. 2322); *Abstention de la majorité du groupe des indépendants dans le vote sur la question de confiance* (p. 2325, 2326); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME (III. MARINE MARCHANDE) ; Chap. 31-01 : *Création d'une caisse de chômage en faveur des marins ; Régime des subventions aux compagnies maritimes d'économie mixte* [12 juin 1956] (p. 2538); — d'une proposition de résolution tendant à l'installation d'un système électrique de votation à l'Assemblée Nationale : *Nécessité d'adopter rapidement un mode de scrutin moderne* [26 juin 1956] (p. 3054); — d'un projet de loi relatif aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations des services publics du Maroc, article

premier [12 juillet 1956] (p. 3417). — Prend part au débat sur la présentation du Gouvernement Bourgès-Maunoury : *Ses observations sur l'absence d'un Ministère de l'Agriculture, la nécessité d'une loi-cadre sur la profession agricole, le problème algérien, l'assassinat de M. Ali Chekkal, la situation financière, la « pause » sociale, la fixité des prix et une pause générale des dépenses* [12 juin 1957] (p. 2693, 2694); *Ses explications de vote : imprécision des mesures financières* (p. 2693, 2699). — Prend part à la discussion : du projet de loi programme pour l'aide à la construction navale; *Ses explications de vote : caractère temporaire de l'aide à l'industrie navale* [19 juin 1957] (p. 2781); — du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *Sa demande de suspension de séance* [19 novembre 1957] (p. 4886); — du procès-verbal de la séance précédente : *Vote du groupe des Indépendants sur la motion préjudicielle que M. Jarrosson avait déposée sur le projet de loi relatif aux élections en Algérie* [29 novembre 1957] (p. 5045, 5046); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations relatives à la politique du Gouvernement en Afrique du Nord : *Temps de parole accordé aux interpellateurs* [15 avril 1958] (p. 2136, 2137); — du projet de loi portant reconduction des lois des 16 mars 1956, 26 juillet 1957 et 15 novembre 1957 relatives aux mesures exceptionnelles en Algérie : *Ses explications de vote : Nécessité de donner à l'armée les moyens d'assurer l'ordre public en Algérie, application de la loi envers tous* [20 mai 1958] (p. 2408, 2409). = S'excuse de son absence [10 février 1956] (p. 234); [7 juin 1956] (p. 2396); [24 juillet 1956] (p. 3548); [28 octobre 1957] (p. 4584). = Obtient des congés [10 février 1956] (p. 234); [7 juin 1956] (p. 2396); [24 juillet 1956] (p. 3548); [28 octobre 1957] (p. 4584).

**BERRANG (M. Henri)**, Député de la Drôme (U. F. F.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé : membre de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956], (p. 161); [4 octobre 1957] (p. 4502); membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Secré-

taire de la Commission des immunités parlementaires [10 février 1956] (p. 254).

### Dépôts :

Le 30 mai 1956, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 1753) concernant M. Davoust, n° 1990. — Le 16 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 2587) contre un membre de l'Assemblée (M. Léger), n° 2975. — Le 27 novembre 1956, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 2954) et la lettre rectificative (n° 3289) au projet de loi de finances pour 1957. — (Dispositions concernant les dépenses militaires.) Septième partie : Essences et poudres, n° 3347. — Le 27 décembre 1956, une proposition de loi tendant à harmoniser les charges et les moyens dans la crise économique actuelle, n° 3698. — Le 17 janvier 1957, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 3409) contre un membre de l'Assemblée (M. Scheider), n° 3804. — Le 17 janvier 1957, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 3410) contre un membre de l'Assemblée (M. Vahé), n° 3805. — Le 13 février 1957, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 3780) contre un membre de l'Assemblée (M. Monnier), n° 4111. — Le 13 février 1957, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 3779) contre un membre de l'Assemblée (M. Pommier), n° 4112. — Le 13 février 1957, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 3770) contre un membre de l'Assemblée (M. Bône), n° 4113. — Le 13 février 1957, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 3768) contre un membre de l'Assemblée (M. Bouyer), n° 4114. — Le 5 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur les demandes en auto-

risation de poursuites (nos 4645 et 4775) concernant M. Bône, (nos 4653 et 4655) concernant MM. Bône et Davoust. (nos 3910 et 4150) concernant M. Bretin, (p° 5021) concernant M. Bouyer, (n° 3871 et 4013) concernant M. Davoust, (n° 4847) concernant M. Raymond Larue, (n° 4057) concernant M. Léger, (n° 4652) concernant M. Reynes. (n° 4056) concernant M. Scheider, (n° 4644) concernant M. Vahé et (n° 4478) concernant M. Vaugelade, n° 5382. — Le 19 décembre 1957, une proposition de résolution tendant à requérir la suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée Nationale, n° 6200. — Le 14 janvier 1958, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 5414) concernant M. Courrier, n° 6295. — Le 18 février 1958, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi de finances pour 1958 (n° 6107) (2<sup>e</sup> partie. — Moyens des services et dispositions spéciales) (Dispositions concernant les dépenses militaires) Septième partie : Essences et poudres, n° 6626.

### Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre en vue de faire respecter la liberté d'expression (incidents de Toulouse et de Brive) [22 mars 1956] (p. 1162); la retire [23 mai 1956] (p. 1956). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1957; Art. 24 : ESSENCES ET POUDRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Situation du personnel; Difficultés de recrutement des ingénieurs chimistes* [6 décembre 1956] (p. 5646); *Explications de vote sur les questions de confiance; Est rappelé à l'ordre* [10 décembre 1956] (p. 5811). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative à l'arrestation d'un boulanger de Bourg-Saint-Maurice [14 décembre 1956] (p. 5975). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Viatte sur la politique scientifique du Gouvernement [19 février 1957] (p. 978). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, Deuxième partie, Crédits militaires, ESSENCES ET POUDRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Répercussions des besoins de l'Afrique*

du Nord sur les budgets des essences, énorme réduction de l'activité du service des poudres, nécessité de relever les prix des produits militaires et civils difficultés de recrutement des cadres des services des poudres, surtout des ingénieurs chimistes, nécessité de modifier les conditions de leur recrutement et de leurs rémunérations (Attribution de bourses d'études et de primes de rendement), possibilité de reconverter certains établissements du service des poudres [27 février 1958] (p. 1094, 1095); Ses explications de vote sur la question de confiance : Diminution des unités mises à la disposition de l'O. T. A. N., préparation du retrait de nos troupes de Tunisie et du Maroc, licenciement dans les établissements de fabrications militaires [7 mars 1958] (p. 1316).

**BERTHET (M. Alix), Député de l'Isère (S.).**

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est désigné par la Commission des moyens de communication et du tourisme pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles et des sociétés d'économie mixte [24 février 1956] (p. 514); [12 novembre 1957] (p. 4740).

**Interventions :**

Prend part à la discussion des conclusions du rapport : sur les opérations électorales du département des Bouches-du-Rhône (2<sup>e</sup> circonscription) : les listes de l'U.D.C.A.. [3 février 1956] (p. 198); — du 8<sup>e</sup> bureau relatives aux opérations électorales du département de la Haute-Savoie : apparemment conclu entre les listes d'Union et fraternité française, de défense des intérêts agricoles et viticoles et de défense des consommateurs [9 mai 1956] (p. 1816, 1817, 1818, 1819); double nationalité, française et suisse, de M. Duchoud; sa démobilisation en mai 1940 (p. 1820, 1821); interview donnée par M. Duchoud aux journaux Le Dauphiné libéré et La Patrie suisse; rapport de police sur une

demande de libération d'allégeance qui aurait été présentée en 1940 par M. Duchoud [23 mai 1956] (p. 1959, 1960). — Prend part à la discussion, en deuxième examen, du décret n° 56-1249 du 10 décembre 1956 instituant un régime spécial concernant les réserves constituées par les entreprises métropolitaines pour investissements dans les T.O.M. : Art. 4 : amendement de M. Vals tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (agrément des programmes d'emploi) [15 mars 1957] (p. 1627). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale une question orale relative au licenciement d'ouvriers à l'usine Progil des Roches-de-Condrieu à la suite d'une grève générale du personnel [21 mars 1958] (p. 1832). = S'excuse de son absence [28 juillet 1956] (p. 3716), [5 novembre 1957] (p. 4641). = Obtient un congé [5 novembre 1957] (p. 4641).

**BERTHOIN (M. Jean), Sénateur de l'Isère (G. D.).**

*Ministre de l'Education Nationale*

(CABINET Charles DE GAULLE)

du 1<sup>er</sup> juin 1958 au 8 janvier 1959.

Donne sa démission de *Ministre de l'Education nationale* (Cabinet Edgar Faure) [24 janvier 1956] (séance du 25 janvier 1956, p. 80). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1<sup>er</sup> février 1956] (*J.O.* du 2 février 1956, p. 1387). — Est nommé *Ministre de l'Education nationale* (Cabinet Charles de Gaulle) [1<sup>er</sup> juin 1958] (*J.O.* du 2 juin 1958, p. 5279).

**BERTHOMMIER (M. Jean), Député de Seine-et-Oise (2<sup>e</sup> circonscription) (U.F.F.).**

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 46). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161); [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de la presse [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission des territoires d'outre-mer [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Secrétaire de la Commission de la justice et de législation [10 février 1956] (p. 254). — Est nommé juge titulaire de la Haute-Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798).